

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTCLIM SARL

Rue de Bordeaux
Les Chaintres
16210 Chalais

Références : 2026_62_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003104880

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement PROTCLIM SARL implanté Rue de Bordeaux Les Chaintres 16210 Chalais. L'inspection a été annoncée le 29/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2025 et du récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2024. .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTCLIM SARL
- Rue de Bordeaux Les Chaintres 16210 Chalais
- Code AIOT : 0003104880
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de PROTCLIM est la vente, l'installation et la réparation de matériel (pièces

détachées et outillage spécialisé) pour la climatisation des véhicules roulants (automobiles, machines agricoles, engins de travaux publics, véhicules industriels, matériels de voirie).

PROTCLIM assure également la récupération de fluides frigorigènes issus de la dépollution de véhicules hors d'usage récupérés auprès de centre VHU régulièrement autorisés et connus de l'administration. Cette installation classée pour la protection de l'environnement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mars 2024 pour les rubriques 2790, 2718-2 et 1182-3-1b de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article annexe I, art. 2.4 ⁽²⁾	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Procédure d'urgence sur les déchets non admissibles	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 5.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article annexe I, article 4.2 ⁽²⁾	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	État des stocks de fluides	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 1.2.1 et 6.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Opération de dégazage	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 6.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8 ⁽²⁾	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2) Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 4.1.2	Sans objet
7	Équipements contenant des fluides	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que l'installation est correctement entretenue et bien organisée.

En revanche, plusieurs non-conformités ont été relevées. Elles portent sur des aspects documentaires mais également sur des mesures de bruit non réalisées, sur les installations électriques pour lesquelles des observations nécessitent des actions correctives, le système de détection incendie, ou encore l'absence de moyens de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, bruit de l'installation

Prescription contrôlée

CHAPITRE 3.1- LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

ARTICLE 3.1.1 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Points de contrôle	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 3.1.2 - VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 3.1.3 - MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans.

Constats

L'exploitant n'a pas réalisé de mesures de bruit dans l'année qui suit la signature de l'arrêté préfectoral. Il présente néanmoins un devis pour réaliser ces mesures dans un futur proche.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de réaliser des mesures d'émissions sonores de son installation.</p> <p>Le résultat de ces mesures et, en cas de dépassement de seuil des niveaux sonores ou des émergences, les actions correctives envisagées, sont tenus à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article annexe I, art. 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats</p> <p>L'intervention de Bureau Veritas du 16 septembre 2025 a permis d'établir le <i>Rapport dit « quadriennal » de vérification périodique des installations électriques</i>. Ce sont 15 observations qui sont relevées (par exemple, amélioration ou réalisation de la continuité de la liaison au conducteur de protection, réalisation de l'isolation de broches inutilisées du peigne de répartition et coupure du peigne neutre, remplacement de câble d'alimentation avec l'isolant détérioré, réparation d'un coffret comptage détérioré, etc.).</p> <p>L'exploitant présente un rapport de l'examen, effectué également le 16 septembre 2025 par Bureau Veritas, d'installations électriques par thermographie infrarouge. Ce rapport indique qu'elles sont propres et correctement maintenues mais préconise d'effectuer périodiquement un resserrage des connexions et un dépoussiérage des installations électriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de procéder à la mise en conformité de l'ensemble de ses installations électriques en résorbant les observations et les écarts relevés par Bureau Veritas.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs de la remise en conformité de ses installations électriques.</p> <p>L'exploitant met également en place la préconisation requérant la nécessité de procéder périodiquement à un resserrage des connexions et à un dépoussiérage des installations électriques. Ces mesures préventives sont nécessaires pour limiter tout point chaud.</p>

L'absence d'action corrective expose l'exploitant à des sanctions administratives de type mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 4.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, extincteurs et poteau incendie
<p>Prescription contrôlée</p> <p>ARTICLE 4.2.1 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET D'INTERVENTION</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre précisés comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • extincteurs poudre de 6 et 9 kg ; • extincteur à eau+additifs de 6 litres ; • extincteur CO₂ pour les feux électriques ; • un poteau incendie à proximité de l'entrée du site délivrant un débit de 60 m³/h. <p>L'exploitation est dotée d'un système de détection incendie et d'alarme adaptés au risque et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.</p> <p>Constats</p> <p>L'exploitant présente une fiche du 5 septembre 2023 de la SAUR, qui indique, pour le poteau incendie à proximité de son installation (moins de 100 m), un débit mesuré sous 1 bar de 120 m³/h, et un débit normalisé de 60 m³/h. Pour ce même poteau, l'exploitant possède également une fiche d'inspection périodique, émise par AGUR le 6 août 2025, qui donne un débit sous 1 bar de 60 m³/h. Ceci est conforme au requis.</p> <p>Néanmoins, les valeurs « rondes » qui figurent dans ces fiches posent la question de leur nature. S'agit-il de mesures ou du report sur les fiches du respect du débit minimal prescrit ? L'exploitant n'a pas apporté de réponse à ces interrogations en séance.</p> <p>L'exploitant possède une liste de ses extincteurs et la date de réalisation des contrôles périodiques. Une vérification par sondage de quelques extincteurs, en cours de visite, montre que leur contrôle est daté de moins de un an. Aucune anomalie affectant les extincteurs n'a été portée dans le registre de sécurité.</p> <p>Le déclenchement de l'alarme présente sur le site atteste qu'elle est fonctionnelle.</p> <p>L'installation est dotée d'un système de détection incendie (détecteurs infrarouges, caméras vidéo). En revanche, l'exploitant ne dispose pas de la vérification périodique de ce système de détection.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, **sous trois mois**

- de procéder à de nouvelles *mesures* de débit du poteau incendie le plus proche de son installation. À défaut, il demande à son prestataire une attestation du respect du débit du poteau incendie, soit, à minima, 60 m³/h
- de vérifier le bon fonctionnement de son système de détection incendie
- de justifier que le système de détection incendie installé sur le site couvre bien l'ensemble des zones à risques.

Les justificatifs de ces actions sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'absence d'action corrective expose l'exploitant à des sanctions administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Procédure d'urgence sur les déchets non admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 5.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, consignes à tenir

Prescription contrôlée

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information au producteur de déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information à l'inspection des installations classées.

En cas d'impossibilité de procéder au retour immédiat du déchet, des mesures seront prises pour un stockage provisoire, limité dans le temps et dans de bonnes conditions environnementales.

Constats

L'exploitant présente une *Procédure d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles* du 12 décembre 2024. Celle-ci définit un déchet non admissible, les modalités de sa détection et les mesures immédiates à prendre. En revanche, la procédure mentionne une revue HSE ou de retour d'expérience, que l'exploitant n'a pas mise en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, **sous trois mois**, de mettre en place une revue HSE ou de retour d'expérience sur les déchets non admissibles réceptionnés. L'exploitant précise dans sa procédure la fréquence de cette revue, produit un relevé de conclusion et assure la traçabilité des pièces

relatives à cette revue HSE ou de retour d'expérience.
L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble de ces pièces.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article annexe I, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque de pollution ou d'accident
<p>Prescription contrôlée</p> <p>Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement et reconditionnement de déchets, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>
<p>Constats</p> <p>L'exploitant dispose d'un document qui rassemble les consignes de sécurité (la conduite à tenir en cas d'incendie est indiquée) et les consignes d'exploitation. Celles-ci portent sur l'entretien des matériels et installations, la gestion des déchets et la surveillance des émissions acoustiques.</p> <p>Toutefois, l'exploitant pourrait utilement compléter ses procédures par l'ajout des scénarios accidentels figurant dans son étude de dangers (qui a permis de donner lieu à l'arrêté de 2024) et susceptibles de générer des pollutions ou des accidents (incendie, explosion, émanation toxique...). L'exploitant transmet à l'inspection les mises à jour requises de ses procédures sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 4.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, stockage des huiles usagées

Prescription contrôlée

Après traitement, les huiles usagées extraites sont stockées dans des fûts de 200 litres.

Stockage	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité	Rétention
Local de 80 m ²	Fluides frigorigènes usagés	1,2 t	Étant un gaz, pas de rétention nécessaire
	Huiles usagées issues du traitement des fluides frigorigènes	1 t	Fûts placés en bac de rétention étanche

Constats

Les fluides frigorigènes et les huiles usagées sont stockés convenablement et dans des locaux propres. Les fûts d'huiles usagées sont placés sur rétention étanche et respectent les quantités maximales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Équipements contenant des fluides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 6.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, étiquetage

Prescription contrôlée

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats

Il a été constaté que les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide contenue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des stocks de fluides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, articles 1.2.1 et 6.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, inventaire des équipements

Prescription contrôlée

Article 1.2.1

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Entreposage des déchets à régénérer : 1,2 t Équipement de traitement pour séparation des fluides et des huiles usagées : 200 kg/h maximum Stockage huiles usagées : 1 t	50 t/an	A
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711,	Entreposage de fluides frigorigènes non-conformes aux spécifications	900 kg	DC

	2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t.			
1185-3-1b	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre, la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l.	Petites bouteilles comprimées d'une contenance unitaire de 20 l	12 t	D

(*) A (autorisation), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 6.1.2

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site, précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

Constats

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique détenir 4,8 tonnes de gaz neuf et un bidon de 200 litres d'huiles usagées.

<p>Ce même jour,</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucun fluide frigorigène non-conforme n'était présent sur le site ; en 2025, 72 bouteilles de 12 kg, soit moins de 900 kg ont été stockées, ce qui est conforme au seuil maximal de la prescription • aucun déchet à régénérer n'était présent sur le site ; en 2025, 300 bouteilles de 12 kg, soit 3,6 tonnes, ont été stockées, ce qui est conforme au seuil maximal de la prescription. <p>L'exploitant ne possède pas d'inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site, avec les prescriptions précisées dans l'article 6.1.2 de l'arrêté du 4 mars 2024 (voir ci-dessus).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un fichier qui liste les bouteilles qui contiennent un mélange de gaz. En revanche, la discrimination entre bouteilles de gaz vierges, régénérés ou recyclés, n'apparaît pas clairement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois</p> <ul style="list-style-type: none"> • de dresser l'inventaire de ses équipements et stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide et qui sont présents sur le site ; cet inventaire précise leur capacité unitaire et le fluide contenu ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport • de mettre à jour sa liste de bouteilles de gaz et/ou huiles mélangés (c'est-à-dire à régénérer), en incluant les bouteilles de gaz vierges, régénérés ou recyclés. <p>L'inventaire des équipements et stockages fixes et la liste des bouteilles contenant des fluides frigorigènes, vierges ou non, sont tenus à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Opération de dégazage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 6.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, registre de suivi</p>
<p>Prescription contrôlée</p> <p>Toute opération de dégazage dans l'atmosphère est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Lorsqu'il procède à un dégazage, l'exploitant prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération.</p> <p>Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kg de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kg est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant porte ces opérations de dégazage à la connaissance du représentant de l'État dans le département.</p>

Constats
L'exploitant indique qu'il n'a jamais eu à procéder à des opérations de dégazage. Il ne détient pas de registre dédié à la consignation de telles opérations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat
Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois , de mettre en place un registre dédié à la consignation des opérations de dégazage. Ce registre est mis à jour à jour au gré des opérations de dégazage effectuées <i>in situ</i> et est tenu à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, capacité de rétention
Prescription contrôlée
Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats
Le site ne dispose pas de capacité de rétention des eaux de ruissellement qui seraient générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. La fiche D9A du dossier de demande d'autorisation environnementale indique le besoin d'un volume de rétention de ces eaux de 125,2 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat
Il est demandé à l'exploitant, sous six mois , de procéder à la mise en place d'une capacité de rétention étanche des eaux d'extinction selon un dimensionnement conforme à celui prévu dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, soit 125,2 m ³ . L'exploitant justifie de la mise en place de cette rétention et tient les éléments à disposition de l'inspection. (Cette rétention peut être assurée par un bassin ou, compte tenu de la configuration du site, par tout autre dispositif capable d'accueillir les eaux d'extinction, murets, par exemple.) Cette rétention est dotée de dispositifs permettant l'isolement vis-à-vis du milieu naturel (vanne

guillotine, par exemple) et en atteste du bon fonctionnement.

L'absence d'action corrective et de justificatif expose l'exploitant à des sanctions administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois